

**Le score de transparence de la Côte d'Ivoire reste insuffisant à 47 % même s'il a doublé depuis 2017. La Côte d'Ivoire reste dans la moyenne globale des pays**, derrière le Bénin, seul pays de la région atteignant la suffisance. Depuis 2021, tous les documents budgétaires sont mis à disposition du public sauf l'évaluation en milieu d'année. L'exhaustivité des documents budgétaires varie de 43 % pour les rapports d'audit à 95 % pour le budget 2021 adopté. La nette amélioration de ce score en 2021 est due à la publication en ligne de la déclaration préalable au budget 2021, du budget des citoyens et du rapport de fin d'année.

La participation des citoyens en Côte d'Ivoire reste très insuffisante et bien en deçà de la moyenne globale des pays. Une des explications est l'indisponibilité de consultations électroniques par les citoyens durant les débats budgétaires au Parlement et dans les institutions de contrôle. L'Open Budget Initiative préconise que des actions soient entreprises auprès du ministère de Finances, du Parlement et de la Cour des Comptes : création de mécanismes pour intégrer le public lors de la formulation, élargir les mécanismes à la totalité de la société civile lors de l'exécution du budget, y compris les communautés vulnérables (MEF) ; autoriser les citoyens à témoigner lors des audiences parlementaires sur le projet de budget et sur le rapport d'audit (Parlement); établir des mécanismes permettant la participation du public lors de l'élaboration des programmes et des enquêtes d'audit (Cour des Comptes).

Enfin, le score de supervision du budget s'établit à 41 % et reste lui aussi insuffisant. Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle, ensemble, assurent un contrôle limité tout au long du processus budgétaire. Comme relevé également par les piliers II et V de l'évaluation PEFA, la surveillance des audits reste limitée et le contrôle législatif encore plus faible.

**En conclusion, la documentation budgétaire pertinente a été publiée et le critère d'éligibilité est rempli.**

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

**L'objectif général (impact)** du Contrat ODD-CID-CI est de réussir la transition économique inclusive et verte de la Côte d'Ivoire axée sur la gestion durable des ressources naturelles, en tenant en compte d'une approche genre et basée sur les droits humains.

**Les objectifs spécifiques** attendues (objectif(s) spécifique(s)) de cette action sont:

- **Objectif spécifique 1 :** Élargir la couverture des systèmes contributifs de protection sociale et d'inclusion
- **Objectif spécifique 2 :** Améliorer la gestion durable du capital naturel
- **Objectif spécifique 3 :** Augmenter la durabilité et la compétitivité des chaînes de valeur agricoles et manufacturières
- **Objectif spécifique 4 :** Améliorer la gouvernance économique et financière verte.

**Les produits induits** à fournir dans le cadre de cette action, contribuant aux objectifs spécifiques correspondants, sont les suivants:

- **PI-1.1 :** Le cadre juridique et réglementaire de la prise en charge de la CMU pour les producteurs par les organes de régulation des filières agricoles est amélioré ;
- **PI-1.2 :** La couverture et les prestations en soins de santé de qualité pour les producteurs sont augmentés ;
- **PI-1.3 :** Les systèmes de prévention et de remédiation du travail des enfants sont renforcés ;
- **PI-2.1 :** Un Système National de Surveillance des Forêts est fonctionnel ;
- **PI-2.2 :** Une grille de conformité des produits agricoles concernés par les Réglementations européennes est adoptée;
- **PI-2.3 :** La délimitation et la classification des forêts sont actualisées ;
- **PI-3.1 :** La professionnalisation du secteur des coopératives agricoles cacao, hévéa, palmier à huile est renforcée ;
- **PI-3.2 :** Le cadre juridique et réglementaire est revu/développé afin d'encadrer (i) la mise en place de la norme ARS 1000, (ii) les processus de traçabilité, (iii) le suivi de la déforestation ;